



Division Sécurité humaine DSH

Rapport final sur la mise en œuvre
du message sur la coopération
internationale 2017–2020

Annexe DSH



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



Division Sécurité humaine

La DSH œuvre pour la paix, le respect des droits de l'homme et la protection de l'individu. Cette combinaison fondée sur la loi fédérale relative aux mesures de promotion civile de la paix et de renforcement des droits de l'homme a déjà prouvé sa pertinence et sert d'exemple à d'autres pays.



Résultats 2016 – 2019 en bref :

- ▶ La DSH a préparé et accompagné 17 processus de paix (notamment en Syrie, en Colombie et au Mozambique).
- ▶ Elle a accompagné des négociations de cessez-le-feu dans 6 pays (dont le Myanmar et la Colombie).
- ▶ Elle a mené des dialogues annuels sur les droits de l'homme avec 8 pays (p. ex. avec la Chine).
- ▶ Elle a lancé avec succès 18 initiatives diplomatiques (p. ex. l'Appel du 13 juin, qui a débouché sur une intensification de la collaboration entre le Conseil des droits de l'homme de l'ONU et le Conseil de sécurité de l'ONU dans le domaine de la prévention des conflits).

Détachement d'experts civils suisses de 2016 à 2019:

Quelque 170 experts – dont 42 pourcent de femmes – ont été détachés chaque année dans plus de 35 pays.

Par exemple Nina Burri

La Cour pénale internationale (CPI) à La Haye mène des enquêtes et rend des jugements sur des infractions au droit international. Nina Burri participe à ces investigations en sa qualité de procureure assistante rattachée à la CPI.

Par exemple Olivier Rod

L'opération de maintien de la paix de l'ONU au Mali soutient le gouvernement dans la mise en œuvre de l'accord de paix. Le policier suisse Olivier Rod effectue des patrouilles dans la région de Mopti et entretient le dialogue avec la population locale. La présence de l'ONU sur place et la formation de policiers hommes et femmes contribuent à une meilleure protection de la population contre les attaques rebelles.

Par exemple André Loersch

André Loersch est détaché en Ukraine au sein de la mission d'observation spéciale de l'OSCE, qui est chargée depuis le début du conflit ukrainien de dresser des rapports sur la situation en matière de sécurité, d'apaiser les tensions intérieures et de veiller au respect des droits de l'homme.

Renforcer les droits de l'homme, prévenir les conflits violents



La DSH œuvre à la promotion du respect des droits de l'homme comme moyen de prévention des conflits. Dans ce contexte, les acteurs non étatiques – qu'il s'agisse d'organisations non gouvernementales (ONG) ou d'entreprises transnationales – jouent un rôle toujours plus important. La défense des droits de l'homme n'est pas seulement une obligation de droit international public, mais elle est aussi dans l'intérêt de la Suisse. Lorsqu'il y a violation de ces droits, la paix, la sécurité et la prospérité durables sont impossibles.

Économie et droits de l'homme: guide de bonnes pratiques pour le négoce des matières premières

«Les consommatrices et les consommateurs sont toujours plus nombreux à exiger des chaînes d'approvisionnement responsables. Sensibles à cette pression, les entreprises et les ONG ont élaboré, conjointement avec la Confédération et les cantons, un guide de bonnes pratiques en vue de diminuer les violations des droits de l'homme», explique Stéphane Graber, secrétaire général de l'association professionnelle du négoce des matières premières. Avec ce guide, les entreprises disposent d'un outil pour identifier les risques de violations des droits de l'homme lors de l'achat, de la vente, du transport, du stockage et du traitement des matières premières, et pour prendre les mesures qui s'imposent. Des gros négociants en matières premières, comme *Mercuria*, de même que des PME telles qu'*Ecom Agroindustrial*, peuvent ainsi prévenir les violations des droits de l'homme et éviter les atteintes à leur propre réputation.

Chaque dialogue est un dialogue sur les droits de l'homme

La Suisse mène un dialogue sur les droits de l'homme avec un certain nombre d'États. Le dialogue bilatéral ad hoc mené depuis 1991 avec la Chine a permis de créer des bases de discussion qui offrent aussi l'espace pour aborder des sujets controversés, comme les droits des minorités ou la peine de mort. Un échange d'experts a joué un rôle dans les améliorations des conditions d'incarcération dans les prisons chinoises. Outre les contacts bilatéraux, la Suisse s'exprime régulièrement sur la situation des droits de l'homme en Chine dans le cadre du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Elle y exprime ses inquiétudes concernant les restrictions de la liberté de religion, d'opinion et de mouvement des minorités ethniques et religieuses. Cette combinaison entre engagement multilatéral et engagement bilatéral est décisive pour que la politique de la Suisse en matière de droits de l'homme produise des résultats vis-à-vis de la Chine. Les thèmes relatifs aux droits de l'homme doivent être abordés avec cohérence et pertinence à tous les échelons politiques.



Travail d'équipe en faveur des droits de l'homme dans le sport

Les grands événements sportifs – coupes du monde de football ou Jeux olympiques, par exemple – rassemblent les peuples sur une

base positive. Les critiques des conditions de travail de la main-d'œuvre, majoritairement étrangère, employée sur les chantiers des pays hôtes sont souvent le revers de la médaille. C'est pourquoi une initiative de la DSH a conduit à la création du Centre pour le sport et les droits de l'homme à Genève en 2019. Grâce à l'engagement collectif de plusieurs États, du secteur privé, de la FIFA, d'organisations internationales et de la société civile, les conditions de travail ont pu être améliorées au Qatar: les plus de 36000 travailleurs migrants qui construisent l'infrastructure en vue de la coupe du monde de 2022 bénéficient aujourd'hui d'une meilleure protection et de salaires minimum plus élevés.

Point de vue extérieur

La DSH a renforcé les droits des enfants au Sénégal

En prison, le respect des droits de l'homme peut contrecarrer la radicalisation, surtout chez les enfants et les adolescents.

► **Résultat principal de l'évaluation (voir code QR):** effet positif sur la justice des mineurs grâce au perfectionnement ciblé des juges, des assistants sociaux, du personnel carcéral et des fonctionnaires de police en matière de droits des enfants.

► **Approche unique en son genre:** encouragement de la collaboration interdisciplinaire dans le milieu de la justice juvénile.

► **Résultats significatifs à trois niveaux:** Renforcement de l'expertise dans le domaine de la justice des mineurs au Sénégal. Amélioration de la protection des droits des enfants grâce au resserrement de la collaboration.



Reconnaissance de la Suisse comme partenaire pertinent de la défense des droits de l'homme en général et des droits des enfants en particulier.

Défis

Opportunités et risques de la numérisation

La numérisation permet de diffuser les informations rapidement et à grande échelle, et l'utilisation de l'intelligence artificielle ouvre des perspectives inédites. Mais le monde virtuel comporte aussi son lot de censure, de harcèlement et de discours de haine, qui sont autant de risques pour l'égalité, la non-discrimination, la protection de la sphère privée et la liberté d'expression. Consciente de cette problématique, la DSH coopère avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour développer des solutions en vue d'une utilisation responsable des nouvelles technologies.

Rendre la paix possible et la maintenir



La DSH réunit les parties à un conflit autour d'une table, les accompagne et met à leur disposition ses connaissances spécifiques en la matière. Forte de son histoire, de son expertise et de son système politique, la Suisse possède les qualités essentielles pour promouvoir la paix.

Syrie

Depuis 2011, plus de 500 000 civils ont perdu la vie dans le conflit syrien, et douze millions de personnes ont été contraintes de fuir leur foyer. La DSH travaille à une résolution pacifique du conflit à trois niveaux: en coopération directe avec l'envoyé spécial de l'ONU, elle a soutenu le processus de paix de l'ONU à Genève, œuvré en faveur d'une cohabitation pacifique dans le pays et encouragé les efforts de documentation des crimes de guerre et des violations graves des droits de l'homme et de traitement du passé.

Un expert de la DSH a aidé l'ONU à élucider le destin des 100 000 à 200 000 personnes disparues. Des premiers échanges de prisonniers ont eu lieu fin 2018 et début 2019.

«During my mandate, Switzerland and the Human Security Division have been a reliable key partner for my mission. Through our close-knit cooperation on civil society inclusion – to name just one example – we have enabled all segments of the Syrian society to have a voice when it comes to the future of Syria. This key work could not have been done by one of the regional or big powers involved in Syria. It requires the trust of Syrians and a sensibility for inclusion and public participation that Switzerland perfectly embodies.»

Staffan de Mistura, envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie de 2014 à 2018

Ukraine

Depuis cinq ans, l'Europe est à nouveau le théâtre d'un conflit armé. Une solution dans un avenir proche n'est pas encore en vue. La DSH a épaulé le coordinateur de l'OSCE du groupe de travail dédié aux questions humanitaires au sein du groupe de contact trilatéral à Minsk dans la recherche, avec les parties au conflit, de solutions aux défis humanitaires les plus urgents dans les régions touchées. Le coordinateur a insisté sur la nécessité de renforcer la sécurité des civils qui franchissent la ligne de contact entre les territoires sous contrôle gouvernemental et les parties non contrôlées par les autorités dans l'est de l'Ukraine, sachant qu'ils sont près d'un million à la traverser tous les mois. Il a joué un rôle important dans la libération et l'échange de plus de 300 prisonniers fin 2017. De 2017 à 2019, la DSH a détaché un conseiller auprès du ministère ukrainien chargé des territoires temporairement occupés et des déplacés internes. Le conseiller suisse comptait parmi les plus proches conseillers du ministre. Il travaillait directement à des

stratégies et programmes du gouvernement et suivait des projets ministériels de prévention des conflits et de promotion de la paix.

Mozambique

Le Mozambique connaît une guerre civile récurrente depuis son accession à l'indépendance en 1975. En août 2019, le gouvernement et l'opposition armée RENAMO ont signé un accord de paix historique. La Suisse a accompagné de près les négociations menées en amont: la DSH a envoyé ses experts en médiation au Mozambique et conseillé les parties au conflit lors de la recherche de solutions dans les domaines de la décentralisation et de la démilitarisation. La signature de l'accord de paix n'est cependant qu'une première étape vers une paix durable. La Suisse continuera de soutenir le Mozambique, en particulier pour la démilitarisation et la réinsertion des combattants.

Prévention de la violence lors d'élections: Zimbabwe et Nigéria

La tenue d'élections peut être aussi bien un processus de transition pacifique qu'un déclencheur de violences. À la demande d'acteurs nationaux, la DSH a accompagné le Zimbabwe en 2018 dans les négociations qui ont débouché sur l'adoption d'un code de conduite destiné aux partis politiques dans les contextes d'élections. La campagne électorale de 2018 a été la plus libre et la plus pacifique de l'histoire du pays. Au Nigéria, la DSH a travaillé avec un collectif réunissant hommes d'État, leaders traditionnels et membres de la société civile. La signature de l'Accord de paix d'Abuja organisée par ce collectif en février 2019 a contribué à réduire les violences lors des élections présidentielles.

Défis

Complexité croissante

Les conflits armés durent plus longtemps et impliquent un nombre croissant de nouveaux acteurs. Trouver des solutions devient dès lors plus complexe. Grâce au détachement de spécialistes sur place et à sa volonté de dialoguer avec toutes les parties au conflit, la DSH est en mesure de réagir rapidement aux changements. Mais, pour obtenir une paix durable, il faut bien plus qu'un arrêt des hostilités: c'est pourquoi la DSH doit être encore mieux préparée à accompagner les processus de paix à long terme.

Point de vue extérieur

Évaluation: traitement du passé depuis 12 ans par la DSH en Colombie (voir code QR)

De manière générale

► **Rapport coût-utilité:** un travail exhaustif de bonne qualité a été fourni moyennant peu de ressources.

► **Approche unique en son genre:** la DSH procède selon une approche associant expertise technique et diplomatie.

► **Durabilité:** le travail de la DSH, par exemple avec l'armée, a contribué à la sensibilisation au traitement du passé en Colombie.

► **Recommandation:** un désengagement de la DSH présenterait des risques. La justice transitionnelle a besoin de l'accompagnement international de pays comme la Suisse.

Résultats significatifs à quatre niveaux

► Le traitement du passé est une démarche ancrée dans la population colombienne.

► **Un centre national de mémoire historique** est désormais institutionnalisé.

► L'armée est sensibilisée à la thématique.

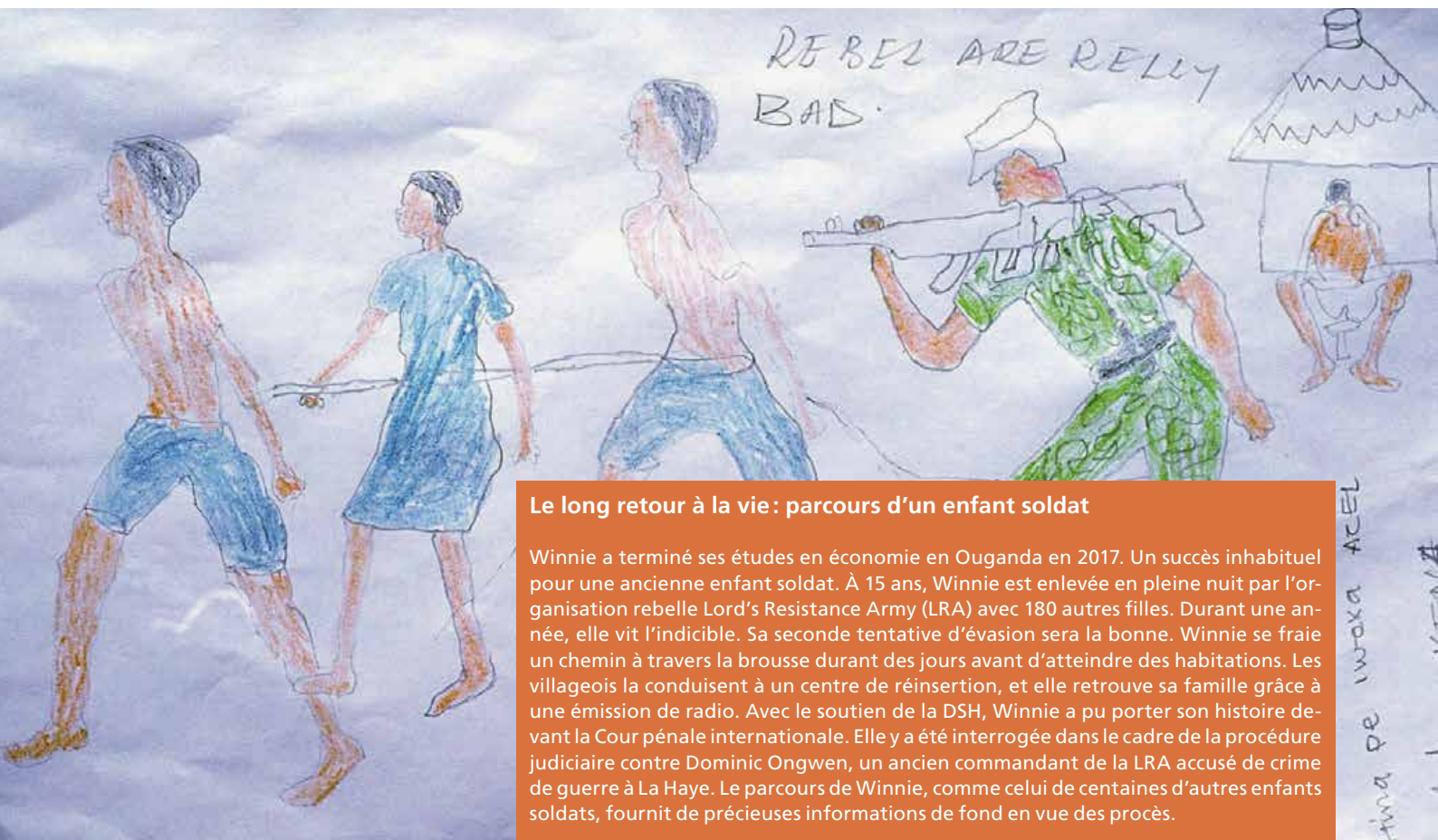
► Le traitement du passé est intégré dans l'accord de paix.



Protéger la population contre la violence armée



Aujourd'hui, jusqu'à 80 pourcent des victimes des conflits armés sont des civils, femmes, hommes et enfants. La DSH œuvre, par la voie diplomatique, à la protection de ces personnes. Les mesures concrètes en faveur du respect du droit international humanitaire, de la protection des personnes contre la violence armée et des aspects humanitaires du désarmement produisent des effets préventifs.



Le long retour à la vie : parcours d'un enfant soldat

Winnie a terminé ses études en économie en Ouganda en 2017. Un succès inhabituel pour une ancienne enfant soldat. À 15 ans, Winnie est enlevée en pleine nuit par l'organisation rebelle Lord's Resistance Army (LRA) avec 180 autres filles. Durant une année, elle vit l'indicible. Sa seconde tentative d'évasion sera la bonne. Winnie se fraie un chemin à travers la brousse durant des jours avant d'atteindre des habitations. Les villageois la conduisent à un centre de réinsertion, et elle retrouve sa famille grâce à une émission de radio. Avec le soutien de la DSH, Winnie a pu porter son histoire devant la Cour pénale internationale. Elle y a été interrogée dans le cadre de la procédure judiciaire contre Dominic Ongwen, un ancien commandant de la LRA accusé de crime de guerre à La Haye. Le parcours de Winnie, comme celui de centaines d'autres enfants soldats, fournit de précieuses informations de fond en vue des procès.

Protection du personnel médical

L'apport de soins médicaux aux blessés et aux malades, y compris aux adversaires militaires, est un des piliers fondamentaux du droit international humanitaire. Or il arrive que la lutte contre le terrorisme, aussi importante soit-elle, criminalise la fourniture d'aide médicale. Exemple : Anna, médecin à Mossoul, dans le nord de l'Irak, a dispensé des soins médicaux lors de l'occupation de la ville par l'EI; après la reconquête de la ville, elle a été accusée de soutien au terrorisme. La DSH a œuvré pour que cette situation paradoxale soit discutée sur la base de faits et pour que des solutions soient développées non seulement avec les États, mais aussi avec les organisations humanitaires et les acteurs de la lutte contre le terrorisme.

Favoriser une gestion sûre des munitions : soutien de l'ONU aux efforts de la Suisse

Les réserves de munitions étatiques qui tombent entre les mains de groupes armés peuvent déstabiliser des régions entières. En 2015, la DSH a lancé une initiative visant à prévenir les explosions dans les dépôts de munitions et à empêcher que celles-ci ne finissent entre de mauvaises mains. En 2017, l'ONU adoptait une résolution dans ce sens. Parallèlement, la DSH a soutenu la création d'une plateforme de coordination internationale à Genève, qui détache des experts et participe à l'élaboration de stratégies nationales pour une gestion sûre des munitions. Par son engagement dans ce domaine, la Suisse joue un rôle majeur dans le soutien au programme d'action du secrétaire général de l'ONU.

Défis

Mines dans les villes et les zones à forte densité de population

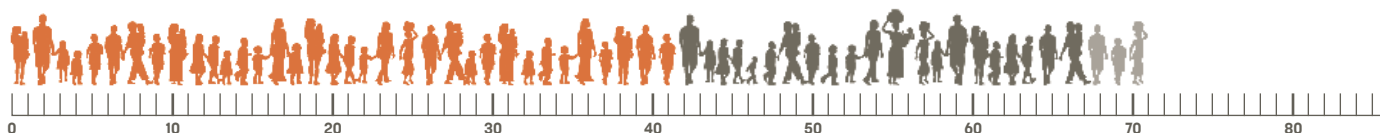
Malgré les efforts considérables déployés en matière de déminage humanitaire au cours des dernières décennies, ce domaine est aujourd'hui confronté à des défis complexes. Le nombre de victimes – dont une majorité de civils – est reparti à la hausse depuis 2014 (2014 : 3393 personnes ; 2016 : 9437), une recrudescence imputable à l'utilisation de mines antipersonnel par des groupes armés, même dans les villes. Il est donc d'autant plus important que ces factions connaissent et respectent l'interdiction de ces mines.

Mieux gérer la migration et la fuite



Les mouvements de migration et de fuite irréguliers représentent un danger à la fois pour la stabilité de pays et de régions et pour la sécurité des migrants. En l'absence de règles, les migrants et les personnes en fuite deviennent des victimes de la traite des êtres humains ou meurent aux frontières, dans des camps d'internement ou lors de leur tentative de traverser la Méditerranée. Le crime organisé profite de la situation et en même temps déstabilise les structures étatiques.

70,7 millions de personnes déplacées de force dans le monde



41,3 millions
de personnes déplacées à l'intérieur
de leur propre pays

25,9 millions
de réfugiés

3,5 millions
de demandeurs d'asile

Trouver des solutions durables pour les personnes déplacées

Au niveau mondial, le groupe le plus important – et de loin – de personnes qui ont été obligées de fuir est celui des déplacés dans leur propre pays. Des déplacés internes qui, suivant la situation, peuvent par la suite devenir des réfugiés ou des migrants. Ils appartiennent souvent aux groupes de population les plus vulnérables, mais ne reçoivent que peu d'attention, notamment au nom de la souveraineté des États concernés. La DSH a contribué à mettre le sort des personnes déplacées dans leur propre pays au centre des préoccupations politiques et opérationnelles de l'ONU et à créer un groupe de travail de haut niveau ad hoc. En effet, l'amélioration des conditions de vie des millions de personnes déplacées est une première étape vers un développement durable dans les pays concernés.

Retrouver les personnes disparues

Les cas recensés de personnes disparues ont doublé entre 2016 et 2018. Or retrouver les

personnes disparues et informer leurs proches devient de plus en plus difficile à mesure que les mouvements migratoires prennent de l'ampleur. Nombre d'entre elles ont disparu sans laisser de traces, sont tombées dans les filets de la traite des êtres humains, de l'esclavage ou d'autres organisations criminelles, ou encore sont mortes noyées en Méditerranée. Pour les proches, l'incertitude est extrêmement dure à vivre, voire insupportable. La DSH aide les États de la région méditerranéenne à remplir les obligations qui leur incombent en vertu du droit international. Son action s'inscrit dans l'approche globale et l'esprit de partenariat voulus par la politique extérieure de la Suisse en matière de migration. La DSH travaille aussi conjointement avec le CICR pour mettre en place des normes universelles (p. ex. en lien avec la recherche ou la médecine légale) pour toutes les personnes disparues.

Lutter contre la traite des êtres humains

En 2019, l'Organisation internationale du travail (OIT) estimait que quelque 40,3 millions

de personnes étaient victimes de l'esclavage moderne. Les milliards de recettes générés par cette exploitation humaine alimentent les conflits armés, par exemple en Libye, et financent l'extrémisme violent. La DSH s'implique dans la prévention de la traite des êtres humains : au Nigéria, elle collabore avec des leaders traditionnels ou religieux pour sensibiliser leurs communautés respectives aux dangers de la traite des êtres humains ; au Mali, elle contribue à renforcer les capacités de la mission de l'ONU dans l'identification des cas de traite humaine. Au sein des organisations multilatérales, la DSH soutient le développement des bases politiques et légales permettant une lutte efficace contre la traite des êtres humains.

Défis

Des mouvements migratoires complexes

Des millions de personnes se déplacent à l'intérieur de leur propre pays, d'un pays ou d'une région à l'autre pour fuir les conflits, les violations des droits de l'homme, les catastrophes naturelles ou dans l'espoir de meilleures perspectives économiques. Ces mouvements sont de plus en plus complexes : des personnes poursuivant des buts différents empruntent les mêmes routes migratoires et sont exposées aux mêmes dangers. Dès lors, il devient très difficile d'opérer la distinction traditionnelle entre réfugiés et migrants réguliers ou irréguliers. Une politique migratoire efficace tient donc compte de ces défis en mettant l'accent sur le traitement des causes de la migration sur place et sur la protection des droits des personnes concernées, quel que soit leur statut.



Enseignements et perspectives

L'importance de l'engagement de la Suisse pour la paix et la sécurité s'est accrue ces dernières années et cette tendance va continuer. Les défis à relever sont de natures diverses, et la pression pour trouver des solutions rapides s'amplifie. La résolution durable des conflits impliquant la transformation de sociétés vers une cohabitation pacifique est souvent négligée. On assiste à une recrudescence des guerres par procuration au niveau international. Les conflits durent plus longtemps et se complexifient. Il y a de plus en plus de conflits internes violents qui font rage jusque dans les villes, pour la plus grande détresse des civils. On ne peut pas s'attendre à une diminution du nombre de déplacés pour des motifs de violations des droits de l'homme, de pauvreté, de catastrophe naturelle ou de changement climatique. Le droit international, les droits de l'homme et le droit international humanitaire sont de plus en plus bafoués, quand ils ne sont pas délibérément affaiblis.

Dans l'intérêt de sa propre sécurité et de sa prospérité, la Suisse doit continuer de promouvoir un ordre international efficace et une cohabitation pacifique. La DSH peut aider à formuler des réponses aux défis globaux et contribuer à favoriser la paix, la stabilité et la prospérité. Elle joue un rôle moteur sur le plan international dans les domaines de la paix et de la sécurité. D'autres pays intensifient leur engagement dans des activités similaires, ce qui confirme le travail de la DSH.

Ce que montrent les expériences réalisées par la DSH durant ces quatre dernières années :

- ▶ Le succès d'une politique de paix dépend de l'acceptation de toutes les parties au conflit. L'accès de la DSH est souvent le fruit d'efforts de longue haleine pour construire une relation de confiance.
- ▶ Les conflits et les crises restent difficiles à anticiper. La DSH doit conserver son agilité pour pouvoir réagir rapidement aux défis et saisir les opportunités. Parallèlement, elle doit être prête à accompagner des processus de paix à long terme en vue de garantir l'instauration d'une paix durable.
- ▶ Une promotion de la paix efficace bénéficie d'un ancrage local. La DSH possède les qualités essentielles pour accomplir ce travail *bottom-up*.
- ▶ L'expérience technique de la DSH, par exemple dans les négociations de cessez-le-feu, la prévention de l'extrémisme violent ou le traitement du passé, a fait ses preuves et doit être conservée ou adaptée aux besoins actuels.
- ▶ Le respect des droits de l'homme est utile pour la prévention des conflits et constitue un indicateur d'alerte précoce du potentiel de conflit au sein d'une société.
- ▶ Grâce à sa collaboration avec le secteur privé, la DSH peut renforcer son efficacité dans le domaine des droits de l'homme.
- ▶ L'expertise de la DSH pour établir un code de conduite avant des élections est rapide à mettre en place et a prouvé son efficacité ; il convient de consolider cet instrument.
- ▶ Le nombre de victimes civiles des conflits armés est reparti à la hausse. La DSH poursuivra ses efforts pour protéger les populations civiles, pour cela, elle va aussi saisir les chances offertes par les nouvelles technologies et rechercher des solutions pour convaincre toutes les parties aux conflits de respecter le droit international humanitaire.

Impressum

Éditeur :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Secrétariat d'État SEE/DFAE

Direction politique DP

Division Sécurité humaine DSH

Bundesgasse 32

3003 Berne

Téléphone +41 58 462 30 50

www.dfae.admin.ch/dsh

pd-ams-stab@eda.admin.ch

Rédaction :

État-major de la DSH

Graphisme :

Atelier Bläuer, Berne

www.atelierblaeuer.ch

Crédits photographiques :

Page de titre : Afshin Ismaeli (Syrie)

Page 3 : Dame Yinka (Nigéria)

Page 5 : Simon, Townsley/Rex/Shutterstock (Ouganda)

Page 6 : HCR (graphique)

Page 6 : Commission internationale pour les personnes disparues–ICMP (Irak)

Cette publication est également disponible en allemand,
en italien et en anglais.

Le rapport peut être commandé en ligne sur www.dfae.admin.ch/dsh
(rubrique Documents).

Berne, 2020